



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Août-septembre 2009



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>4</i>
Retour de la course à l'armement	4
Recul sans précédent du commerce	4
Zoom sur les salaires minimum régionaux	5
ARGENTINE	6
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>7</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>8</i>
De plus en plus compliqué	8
Baisse des importations	8
Ticket alimentaire et salaire	9
Les faillites bondissent	9
Panier de base encore en augmentation	9
BRÉSIL	10
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>11</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>12</i>
Le destin géostratégique du pays	12
Investissements, prêts... Que de milliards !	12
Davantage de revenus pour les familles	13
Salaires minimum et recettes fiscales	13
CHILI	14
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>15</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>16</i>
Officialisation des candidatures à la présidentielle	16
Vers une réforme du financement militaire	16
Les croissances régionales au premier semestre de 2009	16
Familles pauvres et endettées	17
Salaires réels en hausse	17
COLOMBIE	18
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>19</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>20</i>
Le référendum « réélectoral » en bonne voie	20
Recul de la pauvreté	20
Exportations en berne	20

MEXIQUE	21
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	22
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	23
Remaniements de mi-mandat	23
Le chômage a un niveau record	23
Des investissements étrangers moindres	24
URUGUAY	25
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	26
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	27
« Pepe » président ?	27
Importations de nouveau en hausse	27
L'industrie toujours à la baisse	27

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Retour de la course à l'armement

On savait que la Colombie recevait le soutien des États-Unis pour combattre le narcotrafic et les FARC, que le Chili s'équipait en sous-marins, que le Pérou rénovait une partie de son aviation militaire, que le Venezuela achetait 100 000 Kalachnikov, etc. Il a suffi que la Colombie annonce un accord pour l'utilisation de ses bases militaires par l'armée des États-Unis pour déclencher une suite d'annonces et de contrats relatifs aux équipements militaires, et pas n'importe lesquels.

Dans ce domaine, le Brésil remporte la palme, en accord avec sa taille et en partenariat avec la France : sous-marins nucléaires, avions **Rafale** et tout ce qui va avec.

Pour ne pas rester en retrait, et en conformité avec son style, le président vénézuélien **Hugo Chávez** s'est précipité sur le catalogue des produits russes : chars, avions et du nucléaire ! Même la Bolivie qui a décidé de rénover une partie de son stock.

Enfin, en Argentine, l'armée ne dispose ni de poids dans les décisions ni des moyens économiques suffisants pour s'équiper afin d'atteindre un niveau équilibré avec ses voisins chilien et brésilien, notamment à cause de son démantèlement par les gouvernements **Kirchner**, avec la bienveillance de l'actuelle ministre de la Défense et ancienne guérillera **Nilda Garré**.

Recul sans précédent du commerce

Selon la **CEPAL**, en 2009, les exportations de l'ensemble des pays de la région devraient chuter de 11% et les importations de 14%. Ces taux représentent un recul de 13% du commerce latino-américain, soit la plus forte chute de son histoire. Malgré la baisse du commerce, la région a bien résisté à la crise grâce à l'héritage laissé par le cycle favorable de 2003-2007. Les pays exportateurs d'hydrocarbures et de minerais seront les plus touchés (Venezuela, Équateur, Bolivie, Colombie).

Zoom sur les salaires minimum régionaux

CLASSEMENT ET ÉVOLUTION DES SALAIRES MINIMUM SUD-AMÉRICAINS EN PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT (en dollar US)					
Pays	Août 2007	Août 2008	Août 2009	Var. '08/'09 (%)	Var. '07/'09 (%)
1. Argentine	611	716	676	-5,63	+10,59
2. Paraguay	567	597	592	-0,76	+4,49
3. Colombie	437	455	452	-0,60	+3,50
4. Chili	433	455	446	-1,93	+3,05
5. Équateur	394	432	417	-3,57	+5,73
6. Venezuela	384	426	377	-11,61	-1,94
7. Pérou	321	355	356	+0,17	+10,78
8. Brésil	274	295	310	+5,08	+13,14
9. Uruguay	230	282	283	+0,48	+23,19
10. Bolivie	209	212	212	+0,00	+1,44

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 39,4M d'hab.

Densité de population 14,11 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		250,0	266,3	259,4
PIB (Δ %)		8,7	5,0	-2,6
PIB/hab. (\$)		6 427	6 759	6 584
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	11,5	9,5
Taux d'inflation (Δ %)		20,0**	22,0**	16,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	9,8	11,5
Solde commercial (Md\$)		14,5	13,18	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		45,0	48,9	46,1
Dettes extérieures* (Md\$)		120,6	127,3	128,1
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,14	3,45	
	/EUR	4,6	4,92	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

De plus en plus compliqué

Le gouvernement **Kirchner** semble se délecter de la recherche de sujets pour susciter la polémique avec ou sans raisons.

La plus ancienne, durable et nuisible pour le pays, est celle avec le monde agricole. L'échec politique lors des dernières élections législatives n'a même pas poussé le gouvernement à entamer un véritable dialogue avec ce secteur pilier de l'économie du pays, les tergiversations se prolongeant sans fin.

Par ailleurs, non content des commentaires de la presse sur son travail, le gouvernement de **Cristina Fernández de Kirchner** a décidé de s'attaquer à **Clarín**, le plus important groupe de média du pays, en lui supprimant notamment certains avantages, comme au bon vieux temps du général **Perón**.

Pendant ce temps là, la situation économique et les conflits nation/provinces s'aggravent et se multiplient, sans oublier la série d'enquêtes sur des enrichissements illégaux parmi les membres du cercle rapproché des Kirchner, politiques ou hommes d'affaires avisés. Par ailleurs, lors de sa campagne pour les présidentielles, l'actuelle présidente aurait bénéficié des largesses de certaines entreprises et professionnels du secteur pharmaceutique, fournisseurs de produits utilisés pour la préparation des drogues (rien que cela).

Baisse des importations

L'obligation d'obtenir des autorisations pour l'importation de certains produits a généré une augmentation d'obstacles administratifs dissuasifs pour les entreprises importatrices.

Ainsi, entre janvier et juillet 2009, la baisse des importations de produits touchés par les autorisations « non automatiques » pour l'introduction de certains produits dans le pays atteint **20%**. **350** produits sont touchés par l'obligation de demander des autorisations, soit **12%** du total importé. Le délai pour l'obtention des autorisations pour introduire les marchandises peut atteindre 120 jours.

Il est arrivé à certaines chaînes de supermarchés de ne pas pouvoir respecter les offres proposées à cause des obstacles pour le dédouanement des produits.

PS : pour 2009, le total des **exportations** argentines devrait atteindre **60 milliards de dollars**, soit 20% de plus qu'en 2008.

Ticket alimentaire et salaire

La Cour suprême de Justice a décidé que les tickets alimentaires distribués par les entreprises ne peuvent pas être considérés comme de simples « bénéfices sociaux », mais comme une part du salaire. Sur le même principe des tickets restaurant, les tickets alimentaires sont accordés par les entreprises en faveur des salariés qui peuvent les échanger contre des denrées alimentaires.

Les faillites bondissent

En août 2009, les déclarations de faillites ont crû de **62%** par rapport à août 2008 et les mises sous administration judiciaire (concourts préventifs) de **84%**. Au total, en janvier-août 2009, les déclarations de faillite ont augmenté de **12%** en variation interannuelle.

La progression des coûts, l'inflation et le ralentissement de l'activité ont réduit ou supprimé les marges, obligeant les entreprises à déposer leur bilan.

Panier de base encore en augmentation

D'après la **Fondation de recherches économiques latino-américaines**, entre janvier et août 2009, dans la ville de Buenos Aires le panier de base alimentaire, qui sert à mesurer le niveau d'indigence, a augmenté de **12,1%** et le panier de base total, qui mesure le niveau de pauvreté, de **11%**.

Dans l'agglomération de Buenos Aires, en juillet dernier, le panier de base alimentaire d'une famille type coûtait **202 dollars** (769,1 pesos) et le panier de base total **414 dollars** (1 575,4 pesos). Pour les statistiques officielles (INDEC), le coût respectif est de **118 dollars** et **267 dollars**. Il est bien connu que les données officielles ne reflètent pas la réalité des chiffres du pays. D'ailleurs, presque tous les calculs réalisés dans les provinces sur des chiffres tirés des prix des grandes surfaces montrent un coût supérieur à celui de l'INDEC.

En août dernier, le **panier des cadres** a augmenté de **1,8%** par rapport à juillet, ce qui serait une preuve de la progression du rythme de l'inflation. Pour l'**Université du CEMA**, le panier mensuel d'une famille d'un professionnel/cadre à Buenos Aires a augmenté de **16,5%** par rapport à août de 2008 à 15 045 pesos, soit **4 000 dollars**.

Les plus fortes hausses par rapport à juillet ont été enregistrées par les postes logement et services de base (+9%, à cause des réajustements des tarifs de l'électricité et du gaz) et alimentation (+2,85%). Enfin, par rapport à août 2008, les progressions atteignent 30,8% pour le poste éducation, 28% pour le logement et 23,7% pour les soins médicaux.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 189,6M d'hab.

Densité de population 22,27 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		1 350,0	1 418,9	1 410,4
PIB (Δ %)		5,4	5,1	-0,6
PIB/hab. (\$)		7 341	7 462	7 439
Taux d'intérêt court* (%)		11,25	13,75	8,75
Taux d'inflation (Δ %)		4,46	6,2	4,42
Taux de chômage* (%)		9,0	7,8	8,1
Solde commercial (Md\$)		40,0	24,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		170,0	200,0	220,2
Dettes extérieures* (Md\$)		147,8	212,9	195,9
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,14	2,18	
	/EUR	2,6	3,28	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Le destin géostratégique du pays

Il est inutile de faire ici l'inventaire de l'achat d'armes à la France mais plutôt de se pencher sur sa signification et ses retombées.

Par sa géographie et sa démographie, le Brésil est indéniablement une puissance continentale et mondiale et mérite une place en accord avec son poids. L'envergure du projet pour s'équiper en matériel militaire sert aussi à alimenter le sentiment d'une cause nationale autre que le football par exemple, et ce même si en parallèle une grande partie du pays peine à avoir des moyens pour se nourrir et s'éduquer. De plus, l'opportunité tombe pile au moment où le Brésil prend un envol particulier dans le contexte mondial. La crise a servi à amplifier la voix des nations comme le Brésil, victimes des politiques économiques erratiques nées, cette fois-ci, dans les pays développés.

Lula pourra donc quitter le pouvoir au sommet de sa gloire. Et un bonheur n'arrivant jamais seul, la découverte d'énormes gisements de pétrole pouvant rendre le pays exportateur est venue comme une cerise sur le gâteau.

Investissements, prêts... Que de milliards !

Les investissements prévus dans le budget national 2010 attendraient les **78 milliards de dollars** (+19,4%) dont 52,5 milliards pour les États et 25,5 milliards pour les postes fiscalité et sécurité. Les investissements de **Petrobras** totaliseraient eux près de 30 milliards de dollars (+13%).

Selon **Luciano Coutinho**, président de la **Banque nationale de développement économique et social** (BNDES), l'investissement devrait représenter **24%** du PIB pour soutenir le rythme de croissance du pays.

Par ailleurs, le gouvernement a créé une ligne de crédit destinée à des financements dans des pays latino-américains (infrastructures notamment). Le montant, qui atteint **15,6 milliards de dollars**, sera géré par la BNDES. Les principaux bénéficiaires sont les groupes **Odebrecht** (BTP), **Embraer** (aéronautique) ainsi que des fabricants d'équipements agricoles et de transport.

PS : en juillet, l'investissement étranger dans le secteur de la production a diminué, totalisant **1,28 milliard de dollars**, contre 1,45 milliard de dollars en juin 2009 et 3,24 milliards de dollars en juillet de 2008 (-60,3%).

Davantage de revenus pour les familles

Selon l'Observador Brasil 2009 réalisé par Cetelem et Ipsos Public Affairs, les revenus des familles se sont améliorés en 2008.

L'étude montre que non seulement les revenus ont augmenté mais également les montants disponibles pour épargner et/ou consommer. La plus forte hausse des revenus s'est produite dans le segment des classes A/B, suivi par le C (+13%) et les D/E (+12%).

Notons que la plus forte hausse des revenus disponibles correspond aux classes D/E (basses) avec une progression moyenne de **69 reais** (36 dollars environ), soit trois fois la hausse de 2007 par rapport à 2006. Pour les classes A/B (hautes), la progression moyenne est de **64,8%** à **439 dollars** et pour la classe C de **44,2%** à **115 dollars**.

PS : au cours des quarante dernières années, plus de 35 millions de brésiliens sont sortis de la pauvreté. En 1970, il y avait 61,1 millions de pauvres, soit 68,4% de la population contre **14,1%** actuellement (27 millions environ).

Salaires minimum et recettes fiscales

La hausse du salaire minimum à 505,90 *reais* en 2010 contre 465 *reais* actuellement devrait se traduire par une rentrée de **4,2 milliards de dollars** dans les coffres du fisc. Dans la somme sont inclus, entre autres, le paiement des charges sociales.

PS : en 2009, les recettes fiscales sont estimées à près de 400 milliards de dollars et pour 2010 à 450 milliards de dollars.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Verónica Michelle Bachelet Jeria (2006-2010)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		135,6	140,5	138,7
PIB (Δ %)		5,1	3,6	-1,3
PIB/hab. (\$)		8 748	8 464	8 380
Taux d'intérêt court* (%)		5,75	8,25	0,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,8	7,1	3,1
Taux de chômage* (%)		7,7	7,8	10,5
Solde commercial (Md\$)		23,8	10,16	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		16,32	24,09	22,8
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	51,69	51,69
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	512,0	630,3	
	/EUR	707,0	914,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Officialisation des candidatures à la présidentielle

Il y a quelques jours a eu lieu la valse des candidats à l'élection présidentielle (13 décembre) auprès des autorités électorales pour l'enregistrement officiel de leurs candidatures. Les premiers à s'inscrire furent, dans l'ordre, **Sebastián Piñera**, candidat de la droite et toujours favori du scrutin, **Jorge Arrate**, *outsider* lié aux communistes, et **Marco Enríquez-Ominami**, qui a quand même réussi à obtenir les 65 000 signatures nécessaires à l'inscription. Ce dernier se proclame « héritier » de l'actuelle présidente **Michelle Bachelet**, même si le soutien de celle-ci va à **Eduardo Frei**, ancien président et candidat de la gauche, qui a récemment proposé un changement de constitution.

Vers une réforme du financement militaire

La présidente **Bachelet** a proposé un projet de loi visant à réformer l'actuelle loi de financement des forces armées (*Ley Reservada del Cobre*). Cet loi, votée sous **Pinochet**, accorde à l'armée 10% des ventes bruts de cuivre du groupe minier public **Codelco**, autant dire une manne. Le budget de l'armée serait inclus dans le budget national et adapté en fonction des besoins stratégiques de la nation, l'une des plus dépensières de la région en armement.

Les croissances régionales au premier semestre de 2009

Région	Var. PIB (%)	Région	Var. PIB (%)
I - Taracapá	+2,0	IX - La Araucanía	-1,4
II - Antofagasta	-4,6	X - Los Lagos	-18,9
III - Atacama	-3,6	XI - Aisén	+2,9
IV - Coquimbo	+4,2	XII - Magallanes	+10,8
V - Valparaíso	-9,7	XIV - Los Rios	-5,3
VI - Lib. O'Higgins	-0,7	XV - Arica y Parin.	-21,3
VII - Maule	+7,4	RM de Santiago	Nd
VIII - Biobío	-5,1	MOY. NATIONALE	-2,58

À noter : sur les 15 régions que compte le pays, 9 ont été en décroissance au cours de la moitié de l'année 2009 en variation interannuelle.

Familles pauvres et endettées

D'après une étude de la **Fundación Proyecto Propio**, **64,4%** des familles pauvres de Santiago ont contracté des dettes. De même, sur un revenu mensuel moyen d'environ 409 dollars, ce type de famille consacre environ 126 dollars dans le règlement de ses dettes. **66,5%** de ces familles ont un endettement lié à la consommation, **41,2%** au logement, **16,7%** à l'éducation, entre autres cas.

PS : selon le ministère de la Planification, **13,7%** de la population chilienne est actuellement touchée par la pauvreté.

Salaires réels en hausse

L'**Institut national des statistiques** a indiqué qu'en juin dernier, les salaires réels avaient augmenté de **4,7%** sur douze mois, soit le taux le plus élevé enregistré depuis août 1996 (5,6%). Parallèlement, au premier semestre de cette année, l'indice des prix à la consommation a subi une baisse de **0,9%**.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 41,97M d'hab.

Densité de population 36,76 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		172,4	176,7	177,4
PIB (Δ %)		7,52	2,5	0,5
PIB/hab. (\$)		4 108	4 210	4 274
Taux d'intérêt court* (%)		9,5	10,0	5,0
Taux d'inflation (Δ %)		5,69	7,67	4,4
Taux de chômage* (%)		11,2	10,1	12,6
Solde commercial (Md\$)		-0,82	-5,0	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		20,66	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		43,3	45,85	47,0
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 235	2 194	
	/EUR	2 944	3 227	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Le référendum « réélectoral » en bonne voie

La Chambre des représentants vient de voter le projet de loi sur la tenue d'un référendum pouvant permettre à **Álvaro Uribe** de rester quatre années de plus à la tête du pays (85 votes « pour », 5 votes « contre » et 76 abstentions). La date de ce référendum n'est pas encore fixée.

Cet événement politique constitue une étape supplémentaire vers un troisième mandat d'Álvaro Uribe, dont l'actuel s'achève en août 2010.

PS : une enquête de **Datexco** pour le journal **El Tiempo** sur les intentions de vote pour la présidentielle place M. Uribe largement en tête avec 54,5%, suivi loin derrière par l'ancien maire de Medellín **Sergio Fajardo** (8,9%) et l'ancienne ministre des Relations extérieures **Noemí Sanín** (3,9%).

Recul de la pauvreté

Le dynamisme économique des dernières années a permis à une partie de la population de passer au dessus du seuil de pauvreté.

Selon le **Département national de la planification**, entre 2002 et 2008, le pourcentage de la population en situation de pauvreté est passé de 53,7% à **46%**. Quant au pourcentage d'indigents (extrême pauvreté), il est passé de 19,7% à **17,8%**.

L'objectif présidentiel de faire descendre à 35% le taux de pauvreté en 2010 paraît compromis dans le contexte économique actuelle.

Exportations en berne

Les conflits politiques actuels avec les voisins vénézuéliens et équatoriens ont une incidence négative sur les exportations de la Colombie.

Pour preuve, en juillet dernier, leur montant a connu une baisse de **23,5%** comparé à juillet 2008 à **2,9 milliards de dollars**, avec notamment une baisse de **28,8%** des envois vers le Venezuela.

Dans le détail, les exportations traditionnelles ont chuté de 25,5% à 1,58 milliard de dollars (-38% pour les ventes d'hydrocarbures et dérivés) et les exportations non traditionnelles de 20,9% à 1,32 milliard de dollars.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 105,8M d'hab.

Densité de population 53,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		893,6	907,0	844,4
PIB (Δ %)		3,2	1,5	-6,9
PIB/hab. (\$)		8 446	8 573	7 981
Taux d'intérêt court* (%)		7,5	8,25	4,5
Taux d'inflation (Δ %)		3,76	6,0	4,1
Taux de chômage* (%)		3,4	4,25	6,12
Solde commercial (Md\$)		-11,1	-16,84	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		75,7	77,13	76,4
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	163,0
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	10,9	13,34	
	/EUR	16,2	19,45	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Remaniements de mi-mandat

À l'heure où le président Felipe Calderón atteint la moitié de son mandat de six ans, quelques changements de sa part ont eu lieu au sein de l'exécutif.

Le plus important concerne le poste de Procureur général de la République, dont la mission principale est la recherche et l'enquête de délits au niveau fédéral, un poste stratégique dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic et la corruption.

Le nouveau *fiscal general* se nomme Arturo Chávez Chávez, qui a autrefois occupé le même poste au niveau de l'État de Chihuahua (nord). Cette nomination doit recevoir l'aval du Sénat. Autres nominations : Javier Mayorga prend le portefeuille de l'Agriculture tandis que Juan José Suárez Copel devient le nouveau directeur général du groupe pétrolier public Petróleos Mexicanos (PEMEX).

Enfin, dans le cadre du plan d'austérité, le président a proposé la suppression de trois ministères (*secretarías*) dont les prérogatives seront affectées à d'autres entités gouvernementales : Tourisme, Réforme agraire et Fonction publique.

Le chômage a un niveau record

Le taux de chômage continue de grimper de manière inquiétante sur fond de crise économique et atteint des niveaux jamais enregistrés depuis plus d'une décennie.

Ainsi, les statistiques officielles (INEGI) ont annoncé pour le mois de juillet 2009 un taux de chômage de 6,12% de la population active (4,15% en juillet 2008), soit le taux le plus haut depuis le deuxième trimestre de 1995 (6,86%).

Par ailleurs, l'INEGI indique qu'à la fin juin, le nombre de personnes sans emploi se chiffrait à 2,4 millions, soit le nombre le plus élevé enregistré depuis le début des calculs trimestriels de l'organisme (deuxième trimestre de l'an 2000).

À noter : fin juin dernier, la population active représentait 45,7 millions de personnes, soit plus de 58% de la population totale du pays.

PS : les trois États ayant perdu le plus d'emplois au cours de la première moitié de 2009 sont ceux de Chihuahua (nord, -13,1%), de Basse-Californie-du-Sud (nord-ouest, -9,5%) et de Basse-Californie (-9,3%).

Des investissements étrangers moindres

Selon des sources gouvernementales, le pays a reçu **9,9 milliards de dollars** d'investissements étrangers directs (IED) durant le premier semestre de 2009, un chiffre respectivement inférieur de **25%** et de **5,9%** à ceux des premiers semestres 2007 et 2008. Le gouvernement espère atteindre la barre des 15 milliards de dollars pour toute l'année 2009.

Le District fédéral (ville de Mexico) représente à lui seul les trois quarts des IED reçu par le Mexique : au cours du deuxième semestre de 2009, le montant des IED *capitalinos* s'est élevé à **3,4 milliards de dollars**. Viennent loin derrière les États de Coahuila (357 millions de dollars), de México (189,6) et de Chihuahua (63).

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,42M d'hab.

Densité de population 19,41 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État Tabaré Ramón Vázquez Rosas (2005-2010)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		12,5	13,6	13,7
PIB (Δ %)		7,43	8,9	0,6
PIB/hab. (\$)		3 655	3 977	4 035
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,0	7,25	8,0
Taux d'inflation (%)		8,5	9,19	7,4
Taux de chômage* (%)		8,9	7,0	8,0
Solde commercial (Md\$)		-0,4	-2,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		3,52	4,0	7,48
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	13,7	13,7
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	21,9	24,3	
	/EUR	32,2	34,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

« Pepe » président ?

Le candidat du **Frente Amplio** aux élections présidentielles de l'actuelle majorité de gauche et ancien dirigeant guérillero du groupe Tupamaro **José « Pepe » Mujica** pense que la violence des années 1960 et 1970 était justifiée (sic). Cependant, il reconnaît que certaines actions des Tupamaros ont été excessives et regrette que la violence ait provoqué l'arrivée d'une dictature restée 16 années au pouvoir. Tout cela est désormais du passé.

Mais pour les candidats de l'opposition du **Parti national**, dont les candidats à la présidence sont l'ex-président **Luis Alberto Lacalle** et **Jorge Larrañaga**, ce repentir est tardif, et José Mujica conserve des relents anti-démocratiques.

Par ailleurs, M. Lacalle a utilisé l'image de la « tronçonneuse » pour signifier les changements qu'il comptait réaliser en cas de retour au pouvoir.

Dans l'hypothèse où José Mujica remporte la présidentielle du 25 octobre (1^{er} tour), il devrait globalement conserver les mêmes orientations économiques de l'actuel président **Tabaré Vázquez**. Il ne faut pas oublier que son colistier n'est autre que **Danilo Astori**, ancien ministre de l'Économie et des Finances de M. Vázquez.

Importations de nouveau en hausse

La Banque centrale (BC) a calculé qu'en juillet dernier le montant des importations de biens du pays s'était élevé à **671 millions de dollars**, chiffre supérieur de **8,6%** à celui de juillet 2008. C'est la première fois de l'année que le montant mensuel des importations augmente. En effet, au cours des six premiers mois de 2009, les achats à l'extérieur ont chuté respectivement de 42%, 8%, 15%, 41%, 45% et 28%.

Sur ce même mois de juillet, la BC constate le **Brésil** a été le premier marché d'achat pour l'Uruguay (118 millions de dollars), suivi de l'**Argentine** (97 millions de dollars) et de la **Chine** (67 millions de dollars).

L'industrie toujours à la baisse

Selon les statistiques officielles, l'indice d'activité de l'industrie (*Índice de Volumen Físico de la Industria Manufacturera*) a chuté de **4,7%** en juin dernier, soit sa sixième baisse mensuelle interannuelle consécutive.

Sur l'ensemble du premier semestre de 2009, on constate une baisse interannuelle de l'indice de **6,8%** (hors secteur raffinerie). C'est la première fois depuis le 2003 que ce dernier enregistre une variation semestrielle négative.

À noter : si l'on ne tient pas compte de l'activité de l'usine du groupe finlandais **Botnia** (cellulose et pâte à papier), la chute semestrielle de l'indice est de **-8,73%**.